

Les Amériques en août 2000

Les indicateurs économiques sont particulièrement positifs pour l'ensemble de l'hémisphère en cette fin d'été 2000 et l'on proclame à toute occasion que la reprise de la croissance est intimement liée aux performances commerciales enregistrées. Le message est assez clair et les pourparlers visant à accélérer le projet d'intégration hémisphérique depuis le Cône sud, mais aussi l'Amérique centrale, ont été relancés avec une nouvelle vigueur à la suite du Sommet qui a réuni pendant deux jours à la fin du mois d'août les douze chefs d'État d'Amérique du Sud. Cardoso, qui assure actuellement la présidence tournante du MERCOSUR, espère en arriver avant la fin de son mandat (2002) à un accord de libre-échange qui impliquerait le MERCOSUR, la Communauté andine et le Chili.

ALÉNA

Le Mexique a proposé au début d'août d'élargir l'Accord de libre-échange avec le Triangle du nord (Honduras, Guatemala, El Salvador) signé en juin et entrant en vigueur le 1er janvier 2001 aux deux autres membres du Marché commun centro-américain (MCCA ou CACM en anglais), comprenant les pays formant le Triangle du nord ainsi que le Costa Rica et le Nicaragua. Le Mexique dispose déjà d'accords commerciaux avec le Nicaragua (1998) et le Costa Rica (1995). Le nouveau protocole, initialement prévu pour la fin août, clarifiera essentiellement le régime de règles d'origine afin de permettre l'entrée de ces deux nouveaux partenaires au sein d'une entente de libre-échange élargie Mexique-MCCA dont le détail demeure à négocier. À la mi-août, le Secrétaire au commerce et à l'industrie (SECOFI) Herminio Blanco a aussi fait savoir, à l'issue d'une visite à son homologue à Panama, l'intention des deux pays de renouer dès octobre les négociations initiées depuis 1996 visant à signer un accord de libre-échange Mexique-Panama.

Pendant les seconde et troisième semaines d'août, Vicente Fox a réalisé une série de visites officielles dans l'ensemble des Amériques, depuis le Cône sud jusque vers New York, Washington, Ottawa et Toronto. De ses rencontres au nord, on se rappellera surtout le climat de quasi-scandale qu'a laissé dans son sillage le futur président du Mexique, celui-ci proposant, mais sans grand succès, d'aborder des questions explosives telles que l'adoption d'une monnaie unique dans la région, la protection des travailleurs mexicains illégaux aux États-Unis, et la mobilité totale des travailleurs dans le cadre de l'ALÉNA. Rencontrant successivement les dirigeants et hauts responsables politiques du Chili, de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, Fox a évoqué avec franchement plus de succès la possibilité que le Mexique contracte des ententes commerciales avec chacun des membres du Mercosur, en vue de négocier un éventuel accord de libre-échange Mexique-Mercosur d'ici 2003. L'Argentine s'est montrée particulièrement favorable à la question, tandis que le secteur automobile a profité du momentum pour finaliser les négociations sectorielles avec les industriels mexicains, une entente accordant une réduction tarifaire progressive sur les véhicules et pièces allant de 3,3% cette année à 0% en 2003. L'accord prévoit un contenu national relativement faible allant dans les 18%. Le Brésil de son côté a aussi depuis le printemps entamé des négociations sectorielles avec le Mexique. Le Mexique dispose déjà d'une entente de libre-échange avec le Chili (1991), signée peu avant l'ALÉNA (1993).

Dans un document disponible depuis la fin juillet intitulé "Mexico y el NAFTA", le Secrétariat du commerce et de l'industrie du Mexique (SECOFI) a indiqué que les États-Unis ont depuis l'entrée en vigueur de l'accord, poursuivi le Mexique à pas moins de 17 reprises, sur des sujets aussi divers que le pétrole, le bétail, l'agneau, les tomates, le blé, les téléviseurs, ou encore les tubes et plaques d'acier. Quelques batailles ont été perdues, et le Mexique s'est vu dans l'obligation de payer des droits compensateurs sur ses exportations de fleurs fraîches, acier inoxydable, ustensiles de cuisine, plaques et tubes d'acier, ainsi que de bétail. Actuellement, le Mexique doit répondre devant l'OMC du différend sur les télécommunications qui les oppose aux États-Unis. De son côté, le Mexique n'a jusqu'à présent pas

obtenu gain de cause pour la question de l'accès au marché des transports et plus simplement de l'accès des camionneurs mexicains aux routes américaines, ni davantage sur celle du sucre, un litige qui pourrait là encore être porté devant l'OMC si les États-Unis continuent de ne pas respecter les quotas établis dans le cadre de l'ALÉNA. Pour l'instant, le Mexique a demandé, à la mi-août, l'établissement d'un panel pour résoudre le différend dans le cadre de l'ALÉNA. Selon l'accord, le Mexique serait autorisé à exporter jusqu'à 600 milles tonnes de sucre vers les États-Unis; ces derniers n'ont jusqu'à maintenant accordé de droit d'entrée que sur 250 milles tonnes. Soulignant le fait que les États-Unis aiment se prévaloir du droit international en matière commerciale lorsqu'ils y trouvent avantage, le rapport indique néanmoins que le pays ne s'abstient pas de recourir à des pratiques déloyales qu'il est pourtant l'un des premiers à dénoncer chez autrui. Près du tiers des cas de dumping identifiés par le rapport mexicain touchent les États-Unis. Autre mauvais signal pour les États-Unis : l'OMC leur a demandé, le 28 août, de modifier leur loi anti-dumping, loi que l'organisme international juge abusive, discriminatoire et protectionniste. Cette loi permet aux États-Unis d'imposer unilatéralement des sanctions tarifaires et autres contre tout commerce jugé déloyal. Ils y ont eu recours l'année dernière pour protéger leur industrie sidérurgique, notamment contre le Brésil. Surtout, ils s'en sont servis comme d'une menace pour contraindre leurs partenaires, le Japon, la Corée et la Russie entre autres, à signer des accords bilatéraux de restriction "volontaire" des exportations. La portée de ces accords reste limitée, mais, tout en satisfaisant les lobbies protectionnistes, cela permet de montrer aux autres pays que les États-Unis n'entendent pas faire les frais d'un libre-échange qu'à les écouter, ils seraient les seuls, ou presque, à pratiquer. Évidemment, les États-Unis ont immédiatement contesté le rapport de l'OMC.

Enfin, et selon les chiffres du Secrétariat du Trésor, le Produit intérieur brut (PIB) du Mexique aurait connu une forte croissance de près de 7,9 et 7,6% aux premier et deuxième trimestre de 2000. Les exportations non-pétrolières ont connu une augmentation de près de 19 % pour les six premiers mois de l'année (83,3 milliards), ce qui n'empêche pas le solde commercial de continuer d'enregistrer un déficit substantiellement réduit mais encore d'importance (3,3 milliards pour mai-juin). Les investissements étrangers reçus au pays pendant le premier semestre de l'année auraient totalisé les 6 676,6 millions de \$ des É.U., une hausse de près de 22,1% par rapport aux montants enregistrés pendant la même période l'an dernier. Plus de 40 % de ces investissements seraient de nouveaux placements. La valeur du peso se maintient à la hausse dans les 9 pesos pour un dollar des É. U., et les revenus tirés de la vente de pétrole gonflent les caisses de l'État, le baril coûtant jusqu'à 26 \$ l'unité. Les chiffres sur l'emploi continuent de faire piètre figure et les estimations officielles sont que les salaires réels n'ont toujours pas récupéré les niveaux connus avant 1994. Les estimations moins officielles et néanmoins acceptées parmi les économistes nord-américains, montrent plutôt que les salaires et le pouvoir d'achat des Mexicains de l'an 2000 demeurent inférieurs à ceux qui prévalaient avant 1982.

Même si le déficit commercial des États-Unis continue de croître, avec une balance déficitaire totalisant les 30,6 milliards en juin 2000 - une légère hausse de 300 millions par rapport aux chiffres atteints le mois précédent-, le secteur extérieur enregistre d'excellentes performances au mois de juillet 2000. Les exportations ont connu leur expansion la plus forte (+4 milliards pour totaliser les 90,6 milliards) depuis la fin 1996, particulièrement concentrée dans les secteurs des semi-conducteurs et accessoires informatiques, tandis que les importations ont littéralement bondi (+4,3 milliards pour un total mensuel de 121,2 milliards de dollars des É. U.) en raison de la hausse de cours du pétrole et du prix des véhicules et pièces automobiles. Dans l'ensemble, et à la surprise de plusieurs économistes de la Réserve fédérale (Fed) qui s'attendaient à un ralentissement de l'économie en raison des multiples hausses des taux d'intérêt réalisées depuis le début de l'année (près de six), le taux de croissance de l'économie a atteint le taux record de 5,2 % sur une base annuelle pendant le printemps. La consommation s'est toutefois ralentie au deuxième trimestre de l'année, passant de 7,6 %, le plus haut taux de consommation enregistré aux États-Unis depuis près de 17 ans, à 3 %. L'investissement privé, reflétant les dépenses des entreprises en programmes informatiques et équipement industriel, a continué de croître pendant cette même période et a atteint les 21,2 %, ce qui constitue une augmentation substantielle par rapport aux 5,1% atteints pendant le premier trimestre de l'an. D'après les chiffres révisés de cette année, les taux de croissance économique du Produit intérieur brut (PIB) ont été de 4,4 % en 1997 et 1998, et de 4,2 % en 1999. Pour les premier et second trimestres de 2000, les estimations de la Fed indiquent que la croissance du PIB n'a pas dépassé les 3,5% et 2,3%.

Le Canada et le Brésil se sont entendus pour s'accorder deux mois additionnels en vue de résoudre leur différend sur l'aérospatial et les jets impliquant, depuis plus de quatre ans, l'entreprise montréalaise Bombardier et sa consœur brésilienne Embraer S.A. Advenant l'échec de cette nouvelle ronde de négociations, le Brésil se verrait appliquer jusqu'à deux milliards de sanctions commerciales sur une période de six ans. L'OMC a en effet donné raison au Canada dans la troisième semaine d'août et reconnu la légitimité des mesures, mais l'organisation a néanmoins diminué le montant des compensations exigées à moins de 35 % de la somme initiale.

À la demande du Comité sénatorial des Finances, la Commission internationale du commerce (USITC) vient de publier une étude sur une éventuelle accession du Royaume-Uni à l'ALENA. L'étude tend à montrer qu'il pourrait y avoir une augmentation des importations américaines en provenance du Royaume-Uni qui pourraient être de l'ordre de 7-12 % et des exportations vers celui-ci de l'ordre de 11-16 %. L'impact sur la croissance économique américaine serait négligeable. L'étude ne tient toutefois pas compte de l'impact des règles d'origine et des effets de détournement de commerce qu'elles entraînent. Ces règles semblent jouer un rôle important actuellement dans l'ALENA et expliquent sans doute en grande partie les augmentations spectaculaires du commerce triangulaire depuis sa mise en place. On peut donc présumer que l'impact d'une éventuelle accession du Royaume-Uni pourrait être plus important que ne laisse entendre l'étude. Sans doute ne s'agit-il que d'un coup d'épée dans l'eau, mais qu'une étude soit ainsi commandée et publiée alors que le Royaume-Uni s'interroge sur son accession à la zone Euro, montre que les nostalgiques d'une communauté transatlantique, pour ne pas dire anglo-saxonne, n'ont toujours pas renoncé à cette idée. D'un autre côté, on le voit au travers de ce projet, et ce même s'il vient du Sénat, les Etats-Unis ont de plus en plus de difficultés à définir une politique commerciale cohérente. Les blocages du Congrès handicapent considérablement l'exécutif, et ce, alors même que tout le monde signe avec tout le monde d'une part et que la grande stratégie de l'administration Clinton d'unir par l'intermédiaire des Etats-Unis les trois blocs que sont l'APEC, l'Union européenne et la future zone de libre-échange des Amériques semble tourner court, d'autre part.

MERCOSUR

Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CÉPALC), l'Amérique latine se relève de la crise qu'elle a traversée depuis la fin 1997 avec la débâcle financière en Asie et est maintenant sur la voie d'une ferme croissance. Elle connaîtra dans l'ensemble une croissance régionale allant dans les 4% du PIB. La vigoureuse expansion des exportations en l'an 2000 (+15% en valeur) semblerait constituer le moteur de cette croissance aux dires de la CÉPALC. Le Chili, le Mexique et le Pérou connaîtraient un taux de croissance plus élevé encore que les 4% prédits. L'Argentine et le Brésil pourraient enregistrer jusqu'à 3 % de croissance de leur PIB, tandis que le Chili ira chercher près du double de ce chiffre pour l'an 2000. Actuellement, l'Amérique latine concentre environ 20% du commerce mondial. La CÉPALC prévient néanmoins dans son Panorama économique et social (<http://www.eclac.cl>) que le commerce et la croissance n'ont pas été la panacée pour résoudre les problèmes de chômage et de pauvreté que connaissent les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les emplois créés dans l'hémisphère ont tendance à concentrer dans les secteurs informels et ce sont le plus souvent des emplois précaires ou de temps partiel. Au Mexique par exemple, même si la quantification de l'informalité peut suggérer l'absurde et donc inviter à la prudence, c'est jusqu'à 53 % de la population active qui serait engagée dans les activités de l'économie informelle. Malgré une réduction relative des taux d'extrême pauvreté dans l'hémisphère, 45 % de la population, soit 220 millions de personnes, vit dans l'indigence.

Le premier Sommet sud-américain convoqué par le Brésil le 31 août à Brasilia, réunissant les douze chefs d'États et de gouvernements d'Amérique du sud, s'est soldée par une déclaration établissant que l'agenda de la région est plus que jamais à la coopération économique (lutte contre la pauvreté, développement et technologie) et politique (sécurité, lutte contre le trafic des stupéfiants et consolidation démocratique) dans le cadre d'une intégration économique du Cône sud plus poussée. Les membres du Mercosur et de la Communauté andine des nations (CAN) se sont engagés à signer un accord de libre-

échange d'ici 2002. On s'est entendu également pour développer les infrastructures et les réseaux de communication, et ce, avec l'appui financier de la BID et de la Corporation andine de développement. L'Amérique latine est presque totalement dépourvue de voies de communication transversales, ce qui nuit considérablement à l'intégration commerciale. Les chefs d'État ont également manifesté leur intérêt à ce que les négociations visant à établir une zone de libre-échange hémisphérique se poursuivent, mais ils ont aussi indiqué que toute concession commerciale ne serait accordée aux États-Unis que sur la base d'une réelle réciprocité dans l'accès aux marchés. Il s'agit de la première rencontre panaméricaine du genre depuis peut-être l'ère de Bolivar; plusieurs y voient avec inquiétude une indication du fait que le processus d'intégration des Amériques échapperait de plus en plus aux mains des négociateurs états-uniens, et que le projet vu du Cône sud coïnciderait de moins en moins avec celui que promeuvent les États-Unis depuis au moins l'annonce de l'Initiative pour les Amériques en 1991. Le Secrétaire au commerce des États-Unis William Daley et son vis-à-vis brésilien Felipe Lampreia s'étaient par ailleurs rencontrés à la mi-février à Sao Paulo pour converser du projet d'intégration hémisphérique et voir à l'amélioration des relations extérieures entre le Brésil et les États-Unis. Lampreia aurait déclaré que le Brésil entendait d'abord obtenir la réciprocité dans ses échanges avec les États-Unis avant d'ouvrir davantage son marché, ce qui, compte tenu du rôle de leader joué par son pays dans les discussions hémisphériques menées depuis le Cône sud, annonçait déjà ce qui allait sortir du Sommet de Brasilia.

Depuis la fin mars, les membres du Mercosur se sont accordés sur l'adoption d'une politique automobile commune (PAC) mise en oeuvre sur deux phases. Un régime automobile commun sera éventuellement atteint d'ici 2004, comme le souhaite le Brésil, ou 2007, si c'est l'Argentine qui l'emporte. La première phase a débuté ce premier août. Elle prévoit une harmonisation bilatérale du marché de l'auto entre le Brésil et l'Argentine, tandis que parallèlement, les deux autres membres du Mercosur bénéficieront de délais supplémentaires pour majorer leurs systèmes tarifaires jusqu'à ce qu'une deuxième phase puisse être entamée, éventuellement d'ici la fin septembre et probablement bien plus tard. La libéralisation régionale du secteur automobile rencontre en effet plusieurs problèmes, dont les tarifs extérieurs et la question du contenu d'origine, le Brésil et l'Argentine, qui ne s'entendent d'ailleurs pas nécessairement entre eux sur ces questions, pratiquant des droits tarifaires et un régime relatif aux règles d'origine nettement plus exigeants que leurs deux autres partenaires, allant chercher dans les 35% de tarifs extérieur, 60% de contenu régional et 30% de contenu national.

Les secteurs extérieurs des économies du Mercosur semblent maintenant sur la voie d'une bonne reprise depuis la remise sur pied du Brésil. La Banque centrale du Chili a annoncé que les comptes extérieurs nationaux ont connu un solde excédentaire de 987,2 millions de \$ des É. U. pour le premier semestre de l'an 2000. L'Argentine enregistre, quant à elle, une croissance de ses exportations de près de 13%, et de 2% de ses importations totales, une hausse qui porte l'excédent commercial enregistré pour les premiers six mois de l'année en cours à près de 896 de \$ des É. U., selon l'Institut national de statistiques et recensement (INDEC). Selon Fundacion Capital, une firme conseil d'analyses économiques argentine, les performances à l'exportation de l'Argentine sont surtout le fruit de l'amélioration des cours mondiaux des combustibles ; 75 % y seraient attribuables, tandis que les 25% restants sont le fait d'une reprise de la production manufacturière. Le commerce bilatéral avec le Brésil se solde aussi par un excédent substantiel d'environ 360 millions pour les sept premiers mois de l'année en cours, un excédent imputable principalement aux bons résultats des secteurs du pétrole brut, du blé en grain et des produits de l'automobile. INDEC estime aussi que les exportations argentines ont été principalement destinées au marché régional du Mercosur (30 %), de l'Union européenne (18 %) et de l'Amérique du nord (14 %), tandis que ces mêmes blocs ont été respectivement responsables de 28, 24 et 23 % des importations argentines enregistrées pendant ce premier semestre de l'an 2000.

L'Argentine a par ailleurs annoncé la mise en vigueur dès le 1er août d'une série de mesures non-tarifaires visant à soutenir les exportations nationales et accélérer la sortie de crise que traverse le pays depuis 1999. Ce programme prévoit notamment de nouvelles règles d'étiquetage des produits importés, des moyens de surveillance accrue pour contrevenir aux pratiques de sous-facturation dans le commerce intra-industrie, ainsi que la taxation des produits alimentaires importés. Les pays-membres et associés du Mercosur seraient exemptés de ce programme, mais cela n'a pas empêché des mouvements d'humeur à la réception de la nouvelle.

Dans une veine résolument pro-active en matière commerciale, le gouvernement De la Rúa a aussi ratifié aux derniers jours de juillet l'Accord partiel de complémentarité économique signé à la fin juin avec la Communauté andine des nations (CAN) (Pérou, Colombie, Équateur et Venezuela), lequel est entré presque immédiatement en vigueur, soit le 1er août, et ce, pour une période allant jusqu'au 15 août 2001, date à laquelle le traité sera soit renouvelé soit remplacé par un éventuel accord de libre-échange inter-régional entre la CAN et le Mercosur, tel que le prévoit l'accord-cadre signé entre les deux groupes en 1998. L'Argentine accordera un régime tarifaire préférentiel fixe à plus de 2400 produits de provenance andine, principalement concentrés dans les secteurs textile, matériel de construction et accessoires finis, et voit 1700 de ses produits d'exportation recevoir les mêmes bénéfices. La CAN disposait déjà d'un accord similaire avec le Brésil (1999), en voie de renégociation d'ailleurs en vue d'en élargir les avantages à plus de produits. Cette deuxième entente pave la voie aux négociations imminentes avec les autres membres du Mercosur.

Enfin, aux derniers jours d'août, l'Argentine sera en mesure de recevoir le dernier versement d'un prêt consenti par la Banque mondiale (BM) et la Banque interaméricaine de développement (BID), soit un versement de 900 millions sur un total de 2,5 milliards de \$. Les fonds seront alloués à la réduction des dépenses gouvernementales et la dette publique, le programme ratifié sous l'administration Menem en 1998 visant principalement les programmes de santé pour les personnes retraitées, ainsi que la réorganisation du système d'assurance-emploi.

Le ministère de l'Industrie au Brésil a annoncé que le différend du poulet incriminant l'Argentine sera éventuellement porté devant l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le 24 juillet 2000, le ministère de l'Agriculture de l'Argentine avait en effet dénoncé le fait que la volaille brésilienne était vendue sur le marché argentin à des prix inférieurs à ceux en vigueur au Brésil, et décidé d'imposer une augmentation des prix de re-vente de ces produits en vue de protéger les éleveurs-agriculteurs argentins de cette concurrence "déloyale". Il s'agit du premier litige commercial opposant le nouveau gouvernement De la Rúa à l'administration brésilienne. On se rappellera que son prédécesseur Menem avait fait preuve d'une grande pugnacité dans les nombreux différends bilatéraux sensiblement similaires qui avaient opposé les deux pays. Le Brésil exige maintenant la rémission immédiate de toutes barrières tarifaires contrevenant à ses exportations de poulet, et invoque le fait que des mesures anti-dumping ne sont valides que lorsque l'OMC elle-même a vérifié qu'il y avait techniquement bel et bien dumping. Les autorités argentines n'ont jusqu'à maintenant pas annoncé leur rétractation; le Brésil est donc décidé à poursuivre son partenaire commercial pour violation des règles du commerce international à l'OMC si des arrangements ne sont pas pris pour résoudre le différend par d'autres moyens.

Entre temps, le Brésil a dénoncé l'Argentine devant l'OMC le 24 août pour violation des règles du commerce international sur l'affaire du textile. Dans les suites de la crise financière brésilienne et de la dévaluation monétaire, l'Argentine, disant être "noyée" sous les produits brésiliens, a en effet imposé une limite de 6 500 000 kg aux textiles de provenance brésilienne. Il semblerait que devant l'absence de progrès dans les négociations sectorielles entre industriels du textile des deux pays, le Brésil ait attendu quelques mois avant de porter l'affaire devant l'OMC, laissant ainsi le temps au nouveau gouvernement argentin de négocier une entente à l'amiable. En cette fin d'été et malgré des débuts prometteurs dans ses relations avec le Brésil, De La Rúa voit donc sa bienvenue comme nouveau président tourner quelque peu au vinaigre.

Au Paraguay, les élections du 13 août pour la vice-présidence ont été remportées par l'opposition, et ce, pour la première fois que le parti au pouvoir détient les postes-clé du gouvernement, soit depuis plus de six décennies. Le poste de vice-président est resté vacant depuis mars 1999. Julio Cesar Franco, du parti Libéral, a été élu avec une mince avance d'à peine 1 point, recevant près de 47,78 % des voix contre Felix Argana du parti officiel Colorado, qui eu l'appui de plus de 46,98% des suffrages. Aux lendemains du 13, le Parti Colorado avait crié à sa victoire prématurée et à la fraude en cas de non reconnaissance de son candidat, mais Argana s'est néanmoins engagé à respecter les résultats advenant sa défaite, officiellement annoncée dès le 24 août. L'élection de Franco pourrait faciliter la plus grande participation de l'opposition aux affaires publiques, ainsi que la mise en oeuvre de réformes économiques. Le

Paraguay continue de compter parmi les pays les moins démocratiques de l'hémisphère, tandis que ses performances économiques sont dans le gris, avec un faible 1,8 % de croissance économiques pour le premier semestre.

PÉROU ET ÉQUATEUR

La cérémonie d'inauguration célébrant le troisième mandat consécutif du Président Fujimori qui s'est déroulée aux tous derniers jours de juillet, a été quelque peu ternie par les manifestations sociales maintenant coutumières à Lima, pendant lesquelles des affrontements avec la police ont occasionné plusieurs morts, une centaine de blessés et plusieurs centaines d'arrestations. Les États-Unis, malgré leurs réticences à appuyer Fujimori, ont laissé le soin à l'ambassadeur à Lima, John Hamilton, d'assister à l'évènement. Ces réticences ont, selon plusieurs, été tempérées par le fait que le gouvernement Fujimori a su procéder à des réformes économiques satisfaisantes aux yeux de Washington et qu'il continuera dans cette voie, qu'il s'est toujours montré coopératif sur le plan de la lutte contre le narcotrafic. En outre, les États-Unis sont d'avis que le chef de l'opposition Alejandro Toledo serait trop peu expérimenté pour représenter une candidature présidentielle valable. On se rappellera que les membres de l'Organisation des États américains n'avaient pas atteint de consensus ferme sur la question de la reconnaissance des élections au Pérou, dont le deuxième tour convoqué en mai avait été boycotté par le candidat de l'opposition, sur lequel Fujimori n'avait obtenu qu'une légère avance lors des précédents suffrages d'avril. Suite à la décision prise en assemblée générale à Windsor en mai de négocier avec Fujimori - une option particulièrement poussée par le Mexique, le Brésil et le Venezuela -, plutôt que d'opter pour les sanctions que les États-Unis auraient peut-être préféré, une mission d'observation menée par le ministre aux Affaires extérieures du Canada et le Secrétaire général de l'Organisation a été envoyée à Lima en vue de faire des recommandations destinées à encourager les réformes démocratique. Pendant que Washington semble avoir écarté la voie des pressions politiques directes mais bougonne à mots couverts et que les mobilisations sociales regroupant des milliers de protestants à Lima ne s'apaisent guère, le New York Times rapporte que Fujimori aurait néanmoins déclaré sans rire : "nombreux sont ceux en désaccord avec notre programme... C'est cela la démocratie". Exergue potentiellement historique.

L'Équateur a annoncé aux derniers jours de juillet son intention de procéder à une renégociation de sa dette Brady (prêts internationaux permettant la restructuration de la dette et sa réduction de plus de 45 %, suivant un accord daté de 1994) et de ses Eurobonds avec les créditeurs internationaux pour offrir en échange des bons gouvernementaux, pour un total de 6, 650 millions de dollars des É. U. La procédure permettrait de réduire jusqu'à 40 % la dette extérieure du pays; à la troisième semaine d'août plus de 85 % des créanciers de l'Équateur avaient accepté les termes de l'échange. Les firmes Salomon Smith Barney et J.P. Morgan sont en charge de faire connaître l'offre du gouvernement équatorien sur les marchés financiers depuis la mi-août, l'Équateur procédant à l'émission de 1,250 millions en bons globaux sur 12 ans et 2,700 millions sur 30 ans. Dans une lettre datée du 24 juillet, le Fonds monétaire international a donné son aval à cette dernière mesure et aussi fait savoir qu'il appuyait la teneur des réformes économiques mises à l'oeuvre par le gouvernement Noboa sur les plans fiscal, bancaire et monétaire. La lettre a servi de confirmation supplémentaire du prochain versement de la ligne de crédit accordée à l'Équateur aux lendemains de sa crise financière de 1999 début 2000, un montant partiel de 80 millions à verser à la fin août.

La situation est toujours aussi difficile pour le gouvernement qui n'en finit plus de se débattre avec les problèmes d'inflation, d'endettement et de crise économique et sociale. Bouée de sauvetage ou camisole de force, la dollarisation s'annonce plus difficile à mener que prévue, avec au bout du compte aucune possibilité de retour en arrière. Quelques signes encourageants cependant. D'abord, la récession semble moins sévère qu'on ne l'avait prévue : la baisse du PIB cette année devrait être de - 1 % au lieu du - 3 % prévu. Ensuite, le gouvernement est parvenu à renégocier certaines dettes et la rencontre prévue avec le Club de Paris au début du mois de septembre devrait apporter quelques accommodements. Par ailleurs, les comptes publics s'améliorent, grâce aux mesures fiscales qui ont prises notamment pour accroître les

recettes et élargir l'assiette fiscale. Enfin, même si l'Équateur n'a pu respecter ses engagements vis-à-vis du FMI, l'institution semble faire preuve d'une certaine mansuétude à son égard, d'autant que le pays s'est engagé dans une profonde réforme fiscale et qu'il a pris d'importantes mesures pour restructurer le secteur financier et privatiser des pans entiers du secteur public (routes, postes, aéroports, compagnie aérienne, etc.). <http://www.imf.org/external/np/sec/nb/2000/NB0070.HTM>

Les membres du Congrès de l'Équateur ont également décidé à la troisième semaine d'août de convoquer des élections internes pour sélectionner la présidence de l'organe législatif, occupée "inconstitutionnellement" selon les législateurs depuis les événements de janvier-février 2000 par Susana Gonzalez, candidate indépendante de centre-gauche. Ces nouvelles élections pourraient redonner le poste convoité au Parti de droite Social-Chrétien et faciliter la ratification au Congrès des initiatives pro-libérales de Gustavo Noboa en matière économique et financière.